

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

17/100 du 14/03/87
N° 11553
DATE/DPCE.7.17

MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE
SOCIALE ET DE LA JUSTICE

Portant reclassement et nomination de Monsieur
BOUMI (No 3, Institutateur Principal de 3° échelon
des cadres de la catégorie A hiérarchie II des
Services Sociaux (Enseignement)).

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSON-
NEL CIVIL DE L'ETAT

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS :

(/u la Constitution du 2 Juillet 1975 ;

(/u la loi 076/84 du 7.12.84 portant ratification de l'Ordonnance
019/84 du 23.8.84 portant modification de certaines dispositions de la Con-
stitution du 2 Juillet 1975 ;

(/u la loi 19/82 du 3/2/82 portant statut général des fonctionnaires

(/u l'arrêté 2087/82 du 21.6.82 fixant le règlement sur la solde
des fonctionnaires ;

(/u le décret 59/23 du 30.1.59 fixant les conditions d'intégration
dans les cadres des catégories B, C, D, E des fonctionnaires ;

(/u le décret 62/150/M du 3.5.62 fixant le régime des rémunérations
des fonctionnaires ;

(/u le décret 62/195/FP du 5.7.62 fixant la hiérarchisation des
diverses catégories des cadres ;

(/u le décret 62/197/FP du 5.7.62 fixant les catégories et hiéran-
chies des cadres créées par la loi 15/62 du 3.2.61 portant statut général des
fonctionnaires ;

(/u le décret 62/198/FP du 5.7.62 relatif à la nomination et à la
révocation des fonctionnaires ;

(/u le décret 64/165 du 22.5.64 fixant le statut commun des cadres
de l'Enseignement ;

(/u le décret 67/50/FP-EE du 24.2.67 réglementant la prise d'effet
du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations,
intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son
article 1er § 2 ;

(/u le décret 74/170 du 31.12.74 abrogeant et remplaçant les dispo-
sitions du décret 62/196/FP du 5.7.62 fixant les échelonnements indiciaires
des fonctionnaires ;

(/u le décret 80/630 du 27.12.80 portant blocage des avancements
des agents de l'Etat ;

(/u le décret 81/856 du 6.8.84 portant nomination du Premier
Ministre ;

(/u le décret 85/1172 du 10.12.85 portant nomination des Membres du
Gouvernement ;

(/u le décret 85/1173 du 40.12.85 portant organisation des intérim
des Membres du Gouvernement ;

(/u le décret 85/260 du 5.3.85 déterminant le circuit d'approbation
des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations
administratives des agents de l'Etat ;

(/u le décret 86/877 du 10.12.86 sur la prise d'effet des avance-
ments et reclassements

(/u l'arrêté 8520/MTE/DIR/DGTE/DGPUB du 24.9.85 autorisant certains
fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) admis au concours d'Entrée
à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation (INSSE) à suivre un stage
de formation à l'Université Marien NGOUABI en tête : MOUKOKO Germaine (Régila-
risation) ;

(/u l'arrêté 2040/MEFA/DGSE/DIRA du 26.2.85 portant promotion au titre
de l'année 1984 des Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A hié-
rarchie II des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du
Congo ;

D.G.B.

D.C.F.

- 2 -



(/u la lettre n° 790/MEFA/24/2581, SP.23 du 13.10.86 du Directeur du Personnel et des Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

R E S A M E :

ARTICLE 1ER. En application des dispositions du Décret 64/163 du 22.5.64 susvisé, Monsieur ESTBI Nôô, Instituteur Principal de 3° échelon indice 860 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en service à la Confédération Syndicale Congolaise à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Inspection de l'Enseignement Primaire (1ère session 1985) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Inspecteur de l'Enseignement Primaire de 2° échelon indice 920. Acc = Néant.

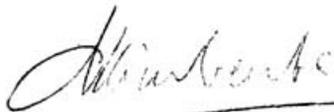
ARTICLE 2. : Conformément aux dispositions du décret 65/877 du 18.7.86 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3. : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 26.10.85 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera enregistré, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera. /- 

BRAZZAVILLE, le 14 Mars 1987

PAR LE PREMIER MINISTRE,

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE
LA SECURITE SOCIALE ET
DE LA JUSTICE, GARDE DE
SCEAUX,



Commandant Dieudonné KIMBELE.-

ANGE Edouard POUNGUI.-

AMPLIATIONS .

JORPC.....1
DGFP/DGPE.....3
DGFP/BST.....1
DGB.....3
DCF.....1
MEFA/DPAA.....3
DOSSIER.....2
INTERESSE.....1
SGG/BC.....2./-

